

Résolution de solidarité avec les luttes en France

Depuis des semaines déjà, la population française manifeste et fait grève en opposition à la contre-réforme des retraites du président Macron qui remet en question la conquête sociale de l'âge de départ à la retraite à 60 ans.

Dans un contexte de crise du capitalisme, les bourgeoisies de tous les pays établissent là où elles le peuvent des régimes de plus en plus autoritaires. C'est justement le cas de la France, qui, en tant que puissance économique mondiale majeure, et grâce à la capacité de mobilisation de sa population, n'a pas encore démantelé une partie importante de ses conquêtes sociales. Mais le mandat de Macron est clair : il s'agit de faire plier les syndicats, voire la population toute entière par la violence à l'image de Margaret Thatcher au Royaume-Uni.

Il ne s'agit pas seulement de la France : toutes les travailleuses et travailleurs d'Europe, tous les jeunes, les précaires, les chômeurs et les chômeuses, les racisé.e.s, les personnes marginalisé.e.s d'une manière ou d'une autre ont le plus grand intérêt à ce que la contre-réforme de Macron échoue et, si possible, que ce gouvernement soit globalement vaincu.

Dans ce sens, déi Lénk, réuni en congrès le samedi, 25 mars 2023 :

- condamne les violences policières inouïes dignes d'un Etat autoritaire à l'encontre des manifestant.e.s, des grévistes, et même de personnes ne participant pas aux mouvements sociaux ;
- condamne la violation des droits humains en cours perpétrées par les forces dites de l'ordre ;
- appelle le gouvernement français à cesser immédiatement toute forme de répression des mouvements sociaux ;
- considère qu'à l'heure actuelle, la République française, sous la direction du président Macron, ne peut plus être considérée comme une république sociale et démocratique ;
- appelle le gouvernement français à retirer sa contre-réforme des retraites ;
- appelle le gouvernement luxembourgeois à condamner fermement les répressions antidémocratiques du gouvernement français et à porter cette condamnation à l'ordre du jour du Conseil de l'Union européenne ;
- réitère son soutien et ses encouragements aux syndicats français engagés dans la lutte ainsi qu'à toutes les personnes luttant en France contre la régression sociale et démocratique voulue par ce gouvernement.
- fait appel à ses membres à contribuer à une levée de fond pour alimenter les caisses de grèves et soutenir directement les travailleurs et travailleuses en lutte.
- s'engage à connecter les luttes en cours en Allemagne, au Portugal en France et en Grèce pour participer à un élargissement du front des luttes sur le continent.